

# Nations Unies ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

SEIZIÈME SESSION

Documents officiels



1106<sup>e</sup>  
SÉANCE PLÉNIÈRE

Vendredi 23 février 1962,  
à 15 heures

NEW YORK

## SOMMAIRE

	Pages
<i>Point 49 de l'ordre du jour:</i>	
<i>Question de l'avenir du Ruanda-Urundi: rapport de la Commission des Nations Unies pour le Ruanda-Urundi (suite)</i>	
<i>Rapport de la Quatrième Commission (2ème partie).....</i>	<i>1481</i>
<i>Point 39 de l'ordre du jour:</i>	
<i>Renseignements relatifs aux territoires non autonomes, communiqués en vertu de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies: rapports du Secrétaire général et du Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes (fin):</i>	
<i>c) Questions générales relatives à la communication et à l'examen des renseignements</i>	
<i>Rapport de la Quatrième Commission . . . .</i>	<i>1488</i>
<i>Déclaration du Président . . . . .</i>	<i>1489</i>
<i>Ajournement de la seizième session de l'Assemblée générale . . . . .</i>	<i>1489</i>

**Président: M. Mongi SLIM (Tunisie).**

## POINT 49 DE L'ORDRE DU JOUR

**Question de l'avenir du Ruanda-Urundi: rapport de la Commission des Nations Unies pour le Ruanda-Urundi (suite\*)**

### RAPPORT DE LA QUATRIÈME COMMISSION (2ème partie) [A/4929/Add.1]

1. Le PRÉSIDENT: J'appelle l'attention des membres de l'Assemblée sur le rapport de la Cinquième Commission [A/5095] relatif aux incidences financières du projet de résolution I présenté par la Quatrième Commission [voir A/4929/Add.1], et notamment sur la recommandation contenue à l'alinéa h du paragraphe 5 de ce rapport.
2. M. HOUAISS (Brésil) [Rapporteur de la Quatrième Commission]: J'ai l'honneur de présenter à l'Assemblée le rapport de la Quatrième Commission [A/4929/Add.1] qui traite de la question de l'avenir du Ruanda-Urundi.
3. La Quatrième Commission n'a pas consacré moins de 40 séances à cette question. Elle a prodigué toute son attention et tous ses soins à l'étude de l'avenir du Ruanda-Urundi et elle espère, en soumettant son rapport, que les deux projets de résolution qu'elle a adoptés à ce sujet emporteront l'adhésion pratique-

ment unanime de l'Assemblée, car, on me permettra de le rappeler, il n'y a pas de solution idéale, et nous vivons dans une époque de compromis.

4. Le rapport a été rédigé dans un ordre chronologique qui a été dicté par un souci de clarté et de logique.

5. Nous espérons que l'effort de la Quatrième Commission portera ses fruits et que l'action des Nations Unies sera d'une nature constructive propre à satisfaire les aspirations du Ruanda-Urundi.

6. C'est en formulant ce vœu que j'ai l'honneur de soumettre à l'Assemblée générale le rapport de la Quatrième Commission sur l'avenir du Ruanda-Urundi.

*Conformément à l'article 68 du règlement intérieur, il est décidé de ne pas discuter le rapport de la Quatrième Commission.*

7. Le PRÉSIDENT: En vertu de la décision que l'Assemblée vient de prendre, les interventions seront limitées à des explications de vote.

8. J'attire l'attention de l'Assemblée sur le fait que le rapport de la Quatrième Commission contient deux projets de résolution: le projet de résolution I, qui entraîne des incidences financières à propos desquelles nous sommes saisis, d'un rapport de la Cinquième Commission, et le projet de résolution II, concernant la question du Mwami du Rwanda. J'ai l'intention de soumettre à l'Assemblée tout d'abord le projet de résolution I, puis le projet de résolution II, et, enfin, la recommandation qui figure dans le rapport de la Cinquième Commission.

9. Si personne ne soulève d'objection, je considérerai que l'Assemblée accepte cette procédure.

*Il en est ainsi décidé.*

10. Le PRÉSIDENT: Je vais donner maintenant la parole aux orateurs qui ont demandé à expliquer leur vote à propos des projets de résolution de la Quatrième Commission.

11. M. KYARUZI (Tanganyika) [traduit de l'anglais]: Je désire expliquer le vote de ma délégation sur le projet de résolution II qui figure dans le rapport de la Quatrième Commission [A/4929/Add.1] concernant la question du Mwami du Rwanda; après la discussion qui s'est déroulée à la Quatrième Commission, en effet, certains ont donné à entendre que cette question n'était pas importante et je crois devoir expliquer mon vote sur ce projet de résolution car j'estime qu'il importe essentiellement de donner les précisions qui suivent.

12. De nombreux représentants ignorent peut-être tout de la question du Mwami, de la question des chefs, du rôle qu'ils jouent chez nous, en Afrique. Pour nous, les chefs, le Kabaka en Ouganda, ou le Mwami au Burundi, jouent traditionnellement un rôle

\*Reprise des débats de la 1041ème séance.

capital et prétendre que la question ne se pose plus est ignorer les traditions du pays.

13. Etant donné cependant que les deux parties ont accepté des conversations, notre projet de résolution est apparu comme un compromis; lorsque la Commission se rendra sur place, elle pourra étudier la question, faire œuvre de conciliation et donner à des milliers de personnes — 40 000 au Burundi et 10 000 au Tanganyika — la possibilité de rentrer chez elles et de faire régner la confiance dans la région. C'est pourquoi la délégation du Tanganyika votera en faveur de ce projet de résolution.

14. M. MOROZOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) [traduit du russe]: La délégation de l'Union soviétique estime indispensable d'expliquer son vote sur le projet de résolution présenté à l'Assemblée par la Quatrième Commission [A/4929/Add.1].

15. La délégation de l'Union soviétique a eu la possibilité d'exposer en détail sa position sur cette question dans ses interventions à la Quatrième Commission, où elle a résolument et constamment défendu le principe fondamental suivant lequel, conformément aux vœux de la population du Ruanda-Urundi, ce territoire doit recevoir l'indépendance, une indépendance authentique et non pas fictive. Il faut qu'à la date de la proclamation de l'indépendance du Ruanda-Urundi il n'y ait plus un seul soldat belge sur son territoire. Si cette condition n'est pas satisfaite, on ne pourra pas considérer que le Ruanda-Urundi est devenu authentiquement, et non pas en paroles mais en fait, un Etat indépendant et souverain. La délégation soviétique a également noté que l'Organisation des Nations Unies ne peut adopter de décisions dont l'effet se poursuivrait après la création d'un Etat du Ruanda-Urundi indépendant et souverain, car ce serait porter atteinte à la souveraineté de cet Etat après son accession à l'indépendance.

16. Comme par le passé, nous attachons maintenant une importance toute spéciale à cette question, pour des raisons tout à fait précises et évidentes. L'histoire du Ruanda-Urundi et le comportement des colonisateurs belges dans leur ensemble nous ont appris qu'il ne fallait pas croire aux déclarations des colonisateurs. Le Ruanda-Urundi a suffisamment souffert de la domination des tuteurs belges. Les abus manifestes des Belges et les violations grossières des dispositions de la Charte qui ont trait aux questions de tutelle ont provoqué une instabilité que nous pouvons tous malheureusement constater, des répressions dont font l'objet les partis et organisations patriotiques sous prétexte du maintien de l'ordre et de la paix, et enfin la sécession dans le Territoire sous tutelle.

17. Il est intéressant à cet égard de noter qu'il y a un peu plus d'un an, en janvier 1961, la délégation de l'Union soviétique avait attiré l'attention des Nations Unies sur le fait que la politique des colonisateurs belges, tant en ce qui concerne le Congo que le Ruanda-Urundi, constituait une menace pour la paix et la sécurité internationales. A cette époque, vous vous en souviendrez, il était question des actes d'agression de la Belgique contre la République du Congo, actes commis par les troupes belges, notamment à partir du Territoire du Ruanda-Urundi. Dès ce moment-là, nous avons exigé que la Belgique se vît retirer la tutelle sur le Ruanda-Urundi, étant donné que les agissements de la Belgique allaient directement à

l'encontre des dispositions de la Charte des Nations Unies et de l'Accord de tutelle.

18. Nous devons cependant constater avec regret qu'une partie des délégations avaient alors certaines illusions quant aux intentions de la Belgique et c'est pourquoi ces délégations n'ont pas compris comme il l'eût fallu tout le danger de cette situation. Aujourd'hui, la délégation de l'Union soviétique est plus que jamais convaincue que la position que nous prenions alors était parfaitement fondée. Il est encore plus évident maintenant que, pendant toute l'année écoulée, les colonisateurs belges se sont, comme par le passé, comportés en maîtres au Ruanda-Urundi et ont appliqué leur politique habituelle: "diviser pour régner". Pour aboutir à leurs fins, ils ont essayé de diviser et d'affaiblir les forces nationales du pays en opposant une partie du Territoire à l'autre, ils ont envenimé les désaccords entre les diverses tendances religieuses, entre catholiques et musulmans, et entre les différentes tribus et les partis politiques. Des actes féroces de répression contre les forces patriotiques qui luttait pour une liberté réelle, pour l'indépendance et le retrait immédiat des oppresseurs ont été perpétrés par les colonisateurs belges au cours de la dernière période et cela avec une ampleur encore accrue. Les Belges ont procédé à des élections "à la coloniale", et, en fait, ils ont transmis à leurs fantoches leurs pouvoirs au Ruanda. C'est avec la coopération des autorités belges que fut organisé l'assassinat du Premier Ministre du Burundi, le prince Rwagasore. Tout cela a été fait par les Belges dans le seul dessein de conserver à tout prix au cœur de l'Afrique leurs bases coloniales.

19. Ayant mis l'Assemblée générale devant le fait accompli — résultat de tous ces agissements dans le Territoire sous tutelle —, la Belgique intervient ensuite à l'Organisation des Nations Unies pour faire des déclarations démagogiques selon lesquelles elle serait favorable à l'octroi de l'indépendance au Ruanda-Urundi et, qui plus est, immédiatement. Tout le monde comprendra les raisons de cette extraordinaire activité. La Belgique s'efforce de liquider le plus rapidement possible les moyens que possède actuellement l'Organisation des Nations Unies pour contrôler ses activités au Ruanda-Urundi. Elle essaie d'assurer la sécession suscitée par elle dans le pays, de conserver sa position dominante au Ruanda et de l'utiliser ensuite pour retrouver ses positions perdues en Urundi. Lors de la discussion de la question du Ruanda-Urundi à l'Organisation des Nations Unies, la Belgique, appuyée directement dans les coulisses par ses alliés de l'OTAN, profitant des divergences de vues entre certains pays d'Asie et d'Afrique, a fait jouer toutes les pressions politiques et autres afin de s'assurer une décision qui lui permettrait d'atteindre ses objectifs, lesquels sont absolument contraires aux intérêts nationaux réels de la population du Ruanda-Urundi.

20. A ce propos, nous devons avant tout constater qu'à la suite de menées et de pressions manifestes des colonisateurs le projet de résolution déposé devant la Quatrième Commission [voir A/C.4/L.730] a été très sensiblement altéré. Ainsi que la délégation de l'Union soviétique l'avait constaté à la Quatrième Commission [1300<sup>ème</sup> séance], ce projet initial, bien qu'il ne contînt pas de garanties suffisantes pour normaliser l'atmosphère et renforcer les forces patriotiques et anticoloniales au Ruanda-Urundi, était

néanmoins, dans son texte primitif, fondé sur le principe de l'évacuation des forces armées belges avant l'accession du pays à l'indépendance. Il convient de souligner avec toute l'énergie nécessaire l'importance de cette disposition clef qui exigeait que toutes les troupes belges aient évacué le Territoire du Ruanda-Urundi pour que soient effectivement appliquées les dispositions de ce projet de résolution prévoyant l'accession du pays à l'indépendance. Toute l'histoire de la lutte des peuples coloniaux contre leurs oppresseurs prouve que la libre expression de la volonté populaire, que l'indépendance authentique et non point de pure forme, ne peuvent être obtenues que lorsque les colonisateurs se voient privés de la possibilité de s'immiscer dans les affaires intérieures du pays et, avant tout, de la possibilité d'utiliser leurs forces armées pour cette ingérence.

21. Cependant, à la suite d'une pression non dissimulée des colonisateurs, le projet de résolution qui est maintenant soumis par la Quatrième Commission à l'Assemblée générale comprend des dispositions aux termes desquelles les forces belges pourraient demeurer dans le Territoire du Ruanda-Urundi même après la proclamation de l'indépendance. Les réserves qui sont faites à ce propos dans le texte ne changent rien au fond des choses.

22. Lors du débat à la Quatrième Commission, la délégation de l'Union soviétique avait déposé des amendements [voir A/4929/Add.1] au projet de résolution afin d'empêcher cette altération manifeste. Nous avons en particulier présenté au préambule un amendement reconnaissant l'importance du retrait des troupes belges du Territoire du Ruanda-Urundi avant l'accession à l'indépendance. Il convient de rappeler que ces amendements ont reçu l'appui de tout un groupe d'Etats africains et asiatiques influents et ce n'est que grâce à l'opposition des alliés de la Belgique dans le cadre de l'OTAN que ces amendements n'ont pas été adoptés.

23. Il est impossible de ne pas constater que le projet de résolution qui nous est soumis ne garantit pas la création d'un Etat du Ruanda-Urundi authentiquement indépendant et ne prévoit pas les garanties nécessaires à la défense de sa souveraineté. Il est un fait particulièrement significatif: c'est que, sous cette forme altérée, le projet de résolution a été appuyé à la Commission par tous les pays coloniaux et que le représentant de la Belgique lui-même s'est prononcé avec énergie en faveur de son adoption.

24. Dans ces conditions, la délégation de l'Union soviétique estime de son devoir de déclarer qu'elle ne partage pas les illusions de certains Etats qui sont vraiment amis du Ruanda-Urundi et qui, tout en constatant les défauts de principe que présente ce projet de résolution, estiment cependant pouvoir l'appuyer, même sous cette forme corrompue. Nous nous estimons tenus de dire cela en toute franchise et en toute droiture. Pour ne pas faire naître des illusions et des espérances inutiles, il est indispensable de tabler sur le fait que les droits des peuples coloniaux et notamment du peuple du Ruanda-Urundi ne peuvent être sauvegardés et assurés d'une façon efficace à l'Organisation des Nations Unies que si l'on vainc toutes les tentatives des colonisateurs belges, appuyés par leurs alliés, pour conserver leur domination sous une forme nouvelle, sous une forme voilée.

25. Il faut aussi relever, non sans regret, que, ainsi que nous l'avons appris dernièrement, le Secrétariat

de l'Organisation entend recruter une mission militaire des Nations Unies au Ruanda-Urundi parmi le personnel militaire belge qui y remplit à l'heure actuelle une tâche qui lui a été assignée par le Gouvernement belge. Il est impossible de ne pas comprendre que cela reviendrait purement et simplement à essayer de maintenir du personnel belge dans le Territoire du Ruanda-Urundi sous le couvert du drapeau des Nations Unies.

26. L'Union soviétique ne peut consentir à cela. On le sait, dans des cas analogues, l'URSS a toujours estimé qu'aucune activité ayant pour objet de fournir une aide militaire quelconque de la part des Nations Unies ne peut, du fait qu'elle est liée aux fonctions de l'Organisation en matière de maintien de la paix et de la sécurité dans le monde, être entreprise qu'avec la sanction du Conseil de sécurité, qui est le seul organe auquel la Charte confère le pouvoir d'agir dans ce domaine au nom de toute l'Organisation. C'est pourquoi nous ne pouvons considérer comme conformes à la Charte les dispositions du projet de résolution qui ont pour objet d'éviter tout recours au Conseil de sécurité et nous ne pouvons pas non plus nous considérer comme liés par des décisions de cette nature et notamment leurs incidences financières.

27. La délégation soviétique note cependant dans le projet de résolution certains éléments positifs importants. Il s'agit notamment des mesures ayant pour objet d'octroyer l'indépendance au Ruanda-Urundi, de mener à bien des réformes démocratiques au Ruanda, d'accorder aux gouvernements du Rwanda et du Burundi l'autonomie interne, ainsi que d'autres dispositions. C'est pourquoi, malgré les défauts très graves de ce projet de résolution, qui font que nous ne pouvons l'appuyer, la délégation de l'Union soviétique a estimé possible de ne pas voter contre, mais de s'abstenir lors du vote à la Quatrième Commission. Lors du vote à l'Assemblée, nous nous abstiendrons aussi, pour les raisons déjà indiquées.

28. Se fondant sur les dispositions de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux [résolution 1514 (XV)], la délégation de l'Union soviétique, on le sait, est en faveur de l'octroi immédiat de l'indépendance à tous les pays et peuples coloniaux. Il faut en outre que cette indépendance ne soit pas fictive, mais réelle. La délégation soviétique est convaincue que seule une politique ferme et fidèle aux principes peut conduire à une solution réelle et équitable des problèmes que pose la liquidation définitive du colonialisme. Les concessions aux colonisateurs ne peuvent donner rien de bon, comme nous l'avons appris, en particulier, la triste expérience du Congo.

29. La délégation soviétique se réserve, selon le déroulement des événements au Ruanda-Urundi, le droit de définir sa position à l'avenir et, le cas échéant, d'entreprendre certaines actions conformes à la Charte des Nations Unies et à la procédure en vigueur.

30. Il nous semble important de souligner, pour le moment, qu'une des tâches les plus importantes de l'Organisation des Nations Unies et de ses organes, notamment de la Commission pour le Ruanda-Urundi qui va être créée en vertu du projet de résolution, sera d'empêcher les colonisateurs belges de renforcer leurs positions dans le Territoire, d'assurer le retrait total des forces belges, d'assurer qu'il ne

puisse être porté atteinte aux droits souverains du futur Etat indépendant du Ruanda-Urundi, et de conserver les meilleures forces nationales et patriotiques du peuple du Ruanda-Urundi une fois les colonisateurs belges mis devant l'impossibilité de les affaiblir ou de les diviser.

31. Pour conclure cette déclaration, nous exprimons l'espoir que tous les amis sincères du peuple du Ruanda-Urundi, tous les pays africano-asiatiques, veilleront strictement à l'exécution de ces tâches importantes et qu'ils prendront, le cas échéant, les mesures nécessaires pour assurer la liberté et l'indépendance véritables du peuple du Ruanda-Urundi. Ils pourront, comme toujours, compter dans cette tâche sur l'appui total de l'Union soviétique.

32. M. SPAAK (Belgique): Je ne comptais pas prendre la parole au cours de ce débat, n'estimant pas nécessaire de justifier et d'expliquer mon vote. Mais le discours que nous venons d'entendre ne me permet pas de rester silencieux.

33. Au cours des débats à la Quatrième Commission, je me suis volontairement refusé de polémiquer et j'ai laissé passer un certain nombre d'observations qui me paraissaient contraires à la vérité et que j'aurais peut-être dû relever si j'étais plus susceptible. Mais le discours que nous venons d'entendre est si plein de sottises et — qu'on me laisse le dire — si cynique qu'il n'est pas possible au représentant de la Belgique de l'écouter sans élever sa protestation.

34. Voir la politique de mon pays au Congo et au Ruanda-Urundi jugée et condamnée par un pays qui a été chassé de la Société des Nations, condamné pour agression, par un pays qui a laissé ses troupes dans des pays libres et indépendants pendant des années, et enfin par un pays qui a refusé systématiquement d'appliquer toutes les résolutions des Nations Unies quand elles lui semblaient contraires à ses intérêts, c'est vraiment un jugement qu'un petit pays honnête et loyal ne peut accepter.

35. Toutes les accusations qui ont été formulées ici par le représentant de l'Union soviétique ont été réfutées par le représentant de la Belgique au cours des nombreuses réunions que nous avons eues à la Quatrième Commission. La vérité est que l'Union soviétique ne peut pas supporter ce qui est en train de se produire. L'Union soviétique ne parvient pas à cacher sa déception à l'idée qu'une politique de compréhension mutuelle, d'agrément, de tolérance et de loyauté a été élaborée non seulement sans qu'elle y participe, mais même contre son avis et contre son influence. Il apparaît clairement, quand on la voit s'élever contre un projet de résolution [voir A/4929/add.1, projet de résolution I] qui a été élaboré, et voté à la quasi-unanimité, par la Quatrième Commission, que l'Union soviétique a conscience que la seule politique qui puisse lui être favorable en Afrique est celle du chaos, et que, pour l'obtenir, elle fera tout ce qui est en son pouvoir.

36. Heureusement, cet état d'esprit n'a pas été suivi. Heureusement, la Quatrième Commission, pendant six semaines, a donné un autre exemple: l'exemple d'une volonté de compréhension loyale. C'est ça l'esprit des Nations Unies. L'esprit des Nations Unies, ce n'est pas le spectacle auquel nous assistons pour le moment, quand nous voyons un grand pays se lancer dans des accusations injustifiées contre un autre pays et ne pas hésiter à recourir jusqu'à

l'injure la plus grossière et la plus insultante. Car, si c'était cela, les Nations Unies, nous ne réussirions jamais à régler les problèmes qui se posent à nous. J'ose dire qu'au contraire l'exemple qui nous a été donné par la Quatrième Commission a été profondément réconfortant et que si, dans les mois et les années à venir, c'est cet esprit de loyale compréhension qui prédomine dans l'Organisation, nous aurons alors probablement rapidement oublié les désillusions que les Nations Unies ont pu nous apporter, et, tous ensemble, nous pourrions nous livrer à la besogne vraiment constructive consistant à régler les problèmes qui se posent entre gens de bonne volonté qui essaient de se comprendre et de s'aider les uns les autres quand l'un ou l'autre se trouve devant une difficulté.

37. Je veux profiter, dès lors, de l'occasion qui m'est offerte pour remercier les pays africano-asiatiques de l'effort qu'ils ont accompli. Je sais que, pour arriver au projet de résolution, ils ont dû renoncer à certains de leurs points de vue; tout au moins ils ont dû accepter de faire un compromis, qui est un compromis honorable. Et je peux leur dire qu'en ce qui concerne la Belgique ce compromis honorable sera exécuté avec le maximum de bonne volonté.

38. J'essaierai, chaque fois que ce sera possible, dans les semaines et dans les mois qui viennent, d'être fidèle à l'exemple qui s'est manifesté au sein de la Quatrième Commission. J'espère que quand nous reviendrons ici, au mois de juin, chacun pourra voir, par ce qui se sera passé, où se trouve la bonne foi et où se trouvent la mauvaise foi et le cynisme. Ce qui sera arrivé durant les semaines ou les mois qui viennent sera ma meilleure réponse aux accusations injustifiées et injurieuses du représentant de l'Union soviétique.

39. M. KOSCZIUSKO-MORIZET (France): Nous allons procéder bientôt au vote sur le projet de résolution I [voir A/4929/Add.1], puis à l'élection de la commission qui y est prévue et qui va jouer un rôle si important pour la solution des problèmes du Ruanda-Urundi.

40. Bien qu'il n'y ait pas de candidatures officielles aux élections à cette commission, nous avons appris que certaines difficultés se présentaient entre des personnalités et des pays éminemment respectables et qui tous ont apporté leur contribution à nos débats. En tant que Français et en tant qu'Européens, nous sommes désintéressés dans l'élection à cette commission. Nous ne sommes pas candidats, et c'est peut-être la raison pour laquelle il nous est possible de faire, sous forme d'un léger amendement, une suggestion.

41. Ne voulant pas qu'il y ait de difficultés, qu'il y ait de conflit, même de personnes, alors que tout nous porte à la coopération et que nous espérons beaucoup de cette commission, nous suggérons, au paragraphe 2 du projet de résolution I, de porter le nombre des commissaires de cinq à six, ce qui nous permettrait d'élire deux pays africains vers lesquels nous pousse une égale amitié, une égale estime; nous sommes sûrs, à la lumière de la contribution qu'ils ont apportée aux travaux de la Quatrième Commission, qu'ils pourront aider grandement à la réalisation des buts que nous poursuivons en commun.

42. C'est la raison pour laquelle je souhaite que ce léger amendement soit adopté par l'Assemblée. Je

répète: je propose formellement qu'au lieu de dire, au paragraphe 2: "composée de cinq commissaires représentant cinq Etats Membres", nous disions: "composée de six commissaires représentant six Etats Membres".

43. Le PRESIDENT: Si aucun autre orateur ne désire expliquer son vote sur les projets de résolution présentés par la Quatrième Commission, je vais mettre aux voix l'amendement que le représentant de la France a proposé d'apporter au projet de résolution I, puis ce projet lui-même.

44. M. DIALLO Telli (Guinée): Je désire simplement signaler une erreur matérielle qui s'est glissée au paragraphe 1 du projet de résolution I. On lit, *in fine* au paragraphe 1 de ce projet: "aux dirigeants des partis politiques, aux représentants de l'Autorité administrante, qui ont tous coopéré efficacement avec les commissions". Ce texte n'est pas exact. Le texte réel devrait se lire ainsi: "aux dirigeants des partis politiques, aux représentants de l'Autorité administrante et à tous ceux qui ont coopéré efficacement avec les commissions". Cette erreur avait déjà été signalée, à la Quatrième Commission, au Rapporteur. Nous regrettons qu'elle continue de figurer dans le texte du projet de résolution. Nous la signalons à l'attention de la Commission, dans l'espoir que la rectification nécessaire sera apportée.

45. Le PRESIDENT: Le Rapporteur m'avait déjà signalé cette erreur, en me demandant de la faire corriger. La rectification nécessaire sera apportée.

46. M. LEWANDOWSKI (Pologne) [traduit de l'anglais]: Ma délégation s'abstiendra dans le vote sur le projet de résolution dont nous sommes saisis, à savoir le projet de résolution I du rapport de la Quatrième Commission [A/4929/Add.1]. Ma délégation n'aurait pas expliqué son vote s'il n'y avait pas eu les observations du Ministre des affaires étrangères de Belgique qui, dans sa déclaration assez acérée et violente, a évoqué plusieurs problèmes. Ma délégation juge devoir expliquer son abstention afin qu'on ne puisse l'accuser par la suite, comme l'a fait le représentant de la Belgique, d'avoir essayé de créer le chaos en Afrique et d'agir à l'encontre des intérêts africains.

47. N'étaient les dispositions de l'alinéa e du paragraphe 3 et celles de l'alinéa c du paragraphe 6 du projet de résolution I, ma délégation voterait pour le projet de résolution; mais la présence des alinéas que j'ai indiqués, qui autorisent le Gouvernement belge à conserver des troupes sur le Territoire du Ruanda-Urundi, interdit à ma délégation de prendre la responsabilité de voter pour le projet de résolution, de prendre la responsabilité des conséquences possibles de la présence de troupes belges après que le Ruanda-Urundi aura accédé à l'indépendance.

48. Ce disant, je désire dire la surprise que j'ai éprouvée à entendre le Ministre des affaires étrangères de Belgique, qui, chacun le sait, est un parlementaire chevronné, célèbre non seulement en Europe mais aussi à l'Organisation des Nations Unies, se servir dans cette salle d'un langage assez peu conforme aux usages parlementaires. Certes, toute délégation a parfaitement le droit d'être en désaccord avec d'autres et de se lancer, si besoin est, dans la polémique — car sans la polémique, sans les efforts que font nos délégations pour exposer leur attitude et pour concilier leurs vues au cours d'un débat parlementaire, que représenterait l'Organisation, à

quoi servirait-elle? Je pense que ce langage, ces procédés peu conformes aux usages parlementaires ne sont guère de mise ici et j'espère qu'ils n'auront plus cours dans cette salle.

49. Le PRESIDENT: Nous allons maintenant passer à la procédure de vote. Avant de se prononcer sur le projet de résolution I, l'Assemblée votera sur l'amendement que la France a proposé d'apporter au paragraphe 2 de ce projet, tendant à remplacer le mot "cinq", les deux fois qu'il apparaît dans ce paragraphe, par le mot "six".

50. Je donne la parole au représentant de la Guinée pour une motion d'ordre portant sur la procédure de vote, qui vient de commencer.

51. M. DIALLO Telli (Guinée): Une déclaration importante a été faite il y a quelques minutes à peine à cette tribune par le représentant de la France, qui a présenté verbalement un amendement au projet de résolution I.

52. Tout le monde sait quel travail délicat, quelles négociations extrêmement fructueuses ont permis d'aboutir à l'équilibre précaire qui est soumis aujourd'hui à l'approbation de l'Assemblée générale. Avant de nous prononcer sur l'amendement de la France, ma délégation pense qu'il est hautement souhaitable que les délégations intéressées, et plus particulièrement les auteurs de ce projet de résolution, qui a reçu pratiquement l'appui unanime de tous les Etats Membres, puissent se consulter. Nous étions en train de procéder à ces consultations et nous n'avons pas eu le temps de les achever.

53. Cela étant, et malgré le retard qui pourra ainsi être apporté aux travaux de l'Assemblée, ma délégation estime qu'il est indispensable que les auteurs du projet de résolution puissent se consulter. C'est pour cette raison que, sans faire de proposition formelle, à moins d'y être obligée, ma délégation voudrait suggérer une suspension de séance qui permettrait une consultation, entre les auteurs du projet, sur l'amendement présenté par la France.

54. Je voudrais également faire une légère rectification: au paragraphe 1 du projet de résolution, le dernier membre de phrase se lit comme suit: "et à tous ceux qui ont coopéré efficacement avec les commissions". Or, au début du paragraphe, nous mentionnons à la fois la Commission des Nations Unies pour le Ruanda-Urundi, la Commission spéciale d'amnistie, leur personnel, les populations du Ruanda-Urundi, les dirigeants des partis politiques et les représentants de l'Autorité administrante; nous avons tenu spécialement à féliciter ceux qui ont effectivement coopéré avec les commissions des Nations Unies. Donc, il faut lire en fin de paragraphe: "de l'Autorité administrante, à tous ceux qui ont coopéré efficacement avec les commissions".

55. Le PRESIDENT: Avant de donner la parole au représentant de la Guinée, j'avais annoncé que le scrutin commençait. Conformément à l'article 90 du règlement intérieur, lorsque le Président a annoncé que le vote est commencé, aucun représentant ne peut interrompre le scrutin à moins qu'il ne s'agisse d'une motion d'ordre ayant trait à la manière dont s'effectue le vote en question. Je prierai donc le représentant de la Guinée de ne pas insister sur sa motion de suspension de séance, le vote ayant déjà été annoncé.



56. M. DIALLO Telli (Guinée): La délégation de la Guinée ne tient absolument pas à s'opposer à une décision présidentielle. Mais les délégations ont travaillé cinq semaines durant, et tout le monde aura reconnu, à l'issue de ces cinq semaines de délibérations, que chacun a consenti des sacrifices tels que certaines délégations finissent par ne plus se retrouver dans ce projet de résolution. Certes, le droit doit prévaloir, la procédure a ses mérites, et ma délégation ne veut pas insister, mais nous estimons, une fois encore, qu'il est essentiel que, sur la composition de la commission envisagée et sur tout ce qui touche à cette commission et qui sera déterminant pour la reprise de la session en juin prochain, il y ait un accord unanime.

57. Ma délégation pense, dans ces conditions, que ce ne serait pas perdre du temps que de suspendre la séance pour permettre aux auteurs du projet de résolution I et à toutes les délégations intéressées de se consulter; en effet, si, à l'issue de ces consultations, on parvient à un accord, il est certain que ce serait non seulement bénéfique pour la séance actuelle, mais pour tout l'avenir de la commission prévue et pour le résultat que nous attendons en juin prochain.

58. Je n'insiste donc pas, s'il y a véritablement décision présidentielle, mais je répète que, dans ce cas particulier, la procédure devrait vraiment céder le pas à la réalité à laquelle nous avons à faire face.

59. Le PRESIDENT: Je remercie très sincèrement le représentant de la Guinée de ne pas insister sur sa motion de suspension de séance du moment que le scrutin a commencé. Néanmoins, prenant en considération les arguments très valables qu'il vient de présenter touchant la désignation des membres de la commission envisagée, je pourrais suspendre la séance après le vote sur les projets de résolution, avant que l'on ne procède à l'élection des membres de la commission, de façon à permettre toutes consultations utiles à ce sujet.

60. Comme je l'avais annoncé, je sou mets donc à l'Assemblée l'amendement présenté par le représentant de la France. Je mettrai ensuite aux voix le projet de résolution dans son ensemble.

61. Je donne la parole au représentant du Ghana pour une motion d'ordre concernant la procédure de vote.

62. M. QUAISON-SACKEY (Ghana) [traduit de l'anglais]: Ce que le représentant de la Guinée a essayé d'expliquer, c'est que nous avons été pris par surprise. Il nous a fallu un certain temps pour nous mettre d'accord sur le projet de résolution I figurant dans le rapport [A/4929/Add.1] dont l'Assemblée générale est saisie et il nous a fallu un certain temps pour aboutir à un accord sur la composition de la commission; si maintenant on nous propose un amendement dans le cadre d'une explication de vote, l'Assemblée a le droit de savoir si cette augmentation du nombre des membres de la commission entraînerait de nouvelles charges financières pour les Nations Unies et quelles en seraient les incidences. Je crois qu'après l'exposé des incidences financières qui nous a été remis nous devons savoir si l'addition d'un nouveau membre à la commission n'entraînerait pas une nouvelle dépense. Si le Secrétariat peut nous donner une assurance dès maintenant, avant que le vote ait lieu, nous serons en mesure d'examiner l'amendement que le représentant de la France a présenté dans le cadre d'une explication de vote.

63. Je me permets de dire que cet amendement a été présenté à l'Assemblée à un moment où il n'aurait pas dû l'être, mais que le Président, dans sa sagesse, l'a permis. Ma délégation ne répugne pas à l'idée d'ajouter un membre à la commission, surtout si cela doit permettre d'y ajouter un membre africain, mais elle veut être certaine que cette augmentation n'entraînera pas de nouvelles difficultés pour l'Assemblée.

64. Le PRESIDENT: Je donne la parole au représentant de l'Union soviétique pour une motion d'ordre.

65. M. MOROZOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) [traduit du russe]: Dans tous les cas, pour l'examen de toutes les propositions qui sont présentées ici, nous sommes depuis longtemps convenus — et c'est devenu une tradition de l'Organisation des Nations Unies — de suivre un certain ordre, une certaine procédure qui est fixée par un document intitulé "Règlement intérieur de l'Assemblée générale". Sans parler en ce moment du fond de la question évoquée par le représentant de la France, je dois dire que, du point de vue du règlement intérieur, la demande qu'a faite le représentant de la France n'est pas conforme à la procédure et qu'elle est irrecevable.

66. En effet, dès le début, vous avez demandé, Monsieur le Président, si quelqu'un entendait proposer l'ouverture du débat sur la question considérée. Personne ne l'a fait et nous avons décidé, comme vous l'avez vous-même annoncé, que ceux qui voudraient intervenir se borneraient à une explication de vote.

67. Depuis quand, je voudrais le savoir — et je voudrais savoir aussi comment le représentant de la France fonde sa proposition — peut-on, à l'occasion d'une explication de vote, présenter un amendement à un projet de résolution? Qu'est-ce donc que cette procédure? Si, aujourd'hui, nous nous écartons du règlement intérieur, demain nous irons si loin qu'il nous sera très difficile de revenir à une procédure normale qui garantit aux délégations intéressées un examen des propositions et des amendements qui y sont présentés et qui garantit de ce fait aux représentants des Etats Membres la possibilité de s'exprimer et de régler de façon démocratique les problèmes dont ils sont saisis.

68. C'est pourquoi, à la délégation soviétique, nous comprenons fort bien les doutes et les difficultés auxquels se heurtent un certain nombre de pays africains qui sont déjà intervenus sur ce point. Me fondant sur le règlement intérieur de l'Assemblée, je voudrais formuler une motion d'ordre et vous prier, Monsieur le Président, de décider qu'il n'est pas possible actuellement de voter sur l'amendement présenté oralement par le représentant de la France et que cet amendement aurait dû, aux termes du règlement intérieur, être présenté en temps voulu, ce qui aurait permis de voter sur cet amendement.

69. Monsieur le Président, je vous prie de considérer cette motion d'ordre et par avance j'exprime l'espoir que l'expérience que vous avez de la direction de cet organe complexe qu'est l'Assemblée générale vous permettra de trouver une solution juste. En attendant votre décision, nous nous réservons le droit d'intervenir encore, si besoin est.

70. Le PRESIDENT: Je donne la parole au représentant de l'Inde pour une motion d'ordre.

71. M. JHA (Inde) [traduit de l'anglais]: Ce n'est pas sans quelque hésitation et sans beaucoup d'inquiétude que je prends la parole au sujet d'une motion d'ordre. En fait, lorsque nous avons commencé nos travaux, le Président nous a dit, si j'ai bonne mémoire, que puisqu'il n'y avait pas d'orateur inscrit l'Assemblée allait écouter les explications de vote. Les explications de vote se font conformément à l'article 90 du règlement intérieur, intitulé "Règles à observer pendant le vote". En d'autres termes, dès que cet article entre en jeu, le scrutin commence ou du moins le débat a atteint le stade du scrutin. L'article dispose:

"Lorsque le Président a annoncé que le scrutin commence, aucun représentant ne peut interrompre le scrutin, sauf s'il s'agit d'une motion d'ordre ayant trait à la manière dont s'effectue le scrutin en question. Le Président peut permettre aux membres de donner des explications sur leur vote, soit avant, soit après le scrutin, sauf lorsque le vote a lieu au scrutin secret..."

72. Le Président a bien voulu permettre aux délégations d'expliquer leur vote avant le scrutin. Autant que nous le sachions, il n'est pas d'usage à l'Assemblée de présenter des amendements aux projets de résolution au stade des explications de vote, car l'article 90 ne le permet pas. Certes, l'Assemblée est maîtresse de sa procédure, elle peut modifier ou même suspendre l'application d'un article du règlement. Au nom de ma délégation, je ne désire pas dire que je m'oppose à ce que le nombre de membres de la commission soit porté de cinq à six ou même à sept ou huit, au contraire: peut-être est-il vrai que plus on est de fous, plus on rit. Mais le fait est qu'il se pose ici une question financière. Nous avons été saisis des prévisions de dépenses que la Cinquième Commission a établies pour une commission de cinq membres: les dépenses totales pour une commission de cinq membres sont évaluées à environ 342 000 dollars. Si nous y ajoutons un membre, les dépenses augmenteront. Or, les membres de l'Assemblée s'inquiètent depuis quelque temps des dépenses de l'Organisation et des engagements accrus auxquels doivent faire face ses membres dont les moyens financiers sont bien souvent limités. Mon gouvernement se compte au nombre de ceux qui ne sont pas les mieux pourvus.

73. Encore que je puisse comprendre les raisons pour lesquelles le représentant de la France, qui ne les a pas expliquées très clairement, pense qu'il vaut mieux qu'il y ait six membres au lieu de cinq, je dois lui faire remarquer avec tout le respect que je lui dois qu'il n'avait pas à présenter un amendement au cours d'une explication de vote et qu'accepter cet amendement et le mettre aux voix serait interpréter abusivement le règlement intérieur. De plus, l'article 154 du règlement intérieur dispose ce qui suit:

"Aucune commission ne recommandera de résolution comportant engagement de dépenses à l'approbation de l'Assemblée générale, sans que cette résolution soit accompagnée d'une prévision des dépenses préparée par le Secrétaire général. L'Assemblée générale ne tiendra compte d'aucune solution susceptible, selon le Secrétaire général, d'entraîner des dépenses, tant que la Commission des questions administratives et budgétaires n'aura pas eu l'occasion de déterminer les incidences de cette

proposition sur les prévisions budgétaires de l'Organisation des Nations Unies."

74. Or, ce qui s'applique à une résolution s'applique également à un amendement. Il n'y a pas d'article spécial pour les amendements. Du point de vue financier, on ne peut faire de distinction entre une résolution et un amendement.

75. Si l'on souhaite donc sérieusement que cet amendement soit examiné — et je tiens à dire, au nom de ma délégation, que c'est assurément la première fois que nous entendons dire que qui que ce soit désire que le nombre de membres soit porté de cinq à six —, je crois — et je me permets de soumettre cette suggestion au Président —, je crois donc que, s'il estime qu'il faille examiner cet amendement, la procédure correcte consisterait à suspendre les travaux pendant quelque temps pour permettre aux membres de se mettre d'accord.

76. S'il n'y a pas d'opposition, l'Assemblée est naturellement maîtresse de sa procédure et elle peut se saisir d'un amendement même au stade des explications de vote. Mais, s'il y a une opposition, le Président doit appliquer le règlement intérieur et l'article 90 est très clair sur ce point, tout comme l'article 154.

77. Le PRÉSIDENT: Compte tenu de toutes les motions d'ordre qui viennent d'être présentées, et avant de faire connaître la décision présidentielle sur la proposition formelle soumise par le représentant de la France, je voudrais demander à ce représentant s'il maintient son amendement, présenté à la dernière heure.

78. M. KOSCZIUSKO-MORIZET (France): Ce débat ne manque pas d'une certaine cocasserie. Je dois dire qu'il est assez étonnant de voir certaines délégations se faire brusquement les champions de l'orthodoxie financière. Je dois dire également que, si nous voulions discuter sur le règlement et les motions d'ordre, je crois que nous aurions d'excellents arguments à opposer au représentant de l'Union soviétique et à d'autres représentants.

79. Mais là n'est pas mon propos et je ne désire pas compliquer la tâche du Président ni retarder les délibérations de notre assemblée. Notre seul souci était, d'une manière désintéressée, d'éviter qu'il y eût une sorte, je ne dirai pas de conflit, mais d'émulation entre des délégations également amies; notre seul souci était de favoriser, au fond, la coopération et de permettre à des membres de la Quatrième Commission, qui ont participé de manière particulièrement utile à nos travaux, de faire partie de la commission qui jouera un rôle si important au Ruanda-Urundi.

80. Je regrette que notre intention n'ait pas été comprise, encore que certains des auteurs du projet de résolution I m'aient fait part de leur approbation à l'égard de notre initiative; mais, dans ces conditions, puisqu'il semble que nous allions dans un sens inverse à celui dans lequel nous nous proposons de nous diriger et qu'au lieu de faciliter les choses nous les compliquons, je n'insisterai pas pour maintenir notre amendement et je demande au Président, bien que le vote ait été à moitié commencé, de bien vouloir agir en conséquence.

81. Le PRÉSIDENT: L'amendement dont l'Assemblée était saisie a été retiré. Si personne ne soulève

d'objection, nous allons procéder au vote sur les projets de résolution.

82. J'invite l'Assemblée à se prononcer sur les projets de résolution I et II qui figurent au rapport de la Quatrième Commission [A/4929/Add.1] et dont celle-ci recommande l'adoption.

83. Je mets aux voix le projet de résolution I.

*Par 88 voix contre zéro, avec 11 abstentions, le projet de résolution I est adopté.*

84. Le PRESIDENT: Je mets aux voix le projet de résolution II.

*Par 55 voix contre zéro, avec 46 abstentions, le projet de résolution II est adopté.*

85. Le PRESIDENT: J'appelle l'attention de l'Assemblée sur le rapport de la Cinquième Commission [A/5095] relatif aux incidences financières du projet de résolution I, qui vient d'être adopté, et notamment sur la recommandation que contient ce rapport.

86. Je donne la parole au représentant de l'Afghanistan pour une explication de vote.

87. M. PAZHWAK (Afghanistan) [traduit de l'anglais]: J'ai demandé l'autorisation d'expliquer mon vote sur les incidences financières de la décision de l'Assemblée conformément à la résolution qui vient d'être adoptée au sujet du Ruanda-Urundi.

88. Ma délégation s'abstiendra à l'Assemblée dans le vote sur les incidences financières de cette résolution, comme elle l'a fait à la Cinquième Commission. Ainsi qu'elle l'a expliqué à la Cinquième Commission [912ème séance], l'abstention de ma délégation était due et est encore due exclusivement au fait que le Gouvernement de l'Afghanistan entend examiner de plus près les incidences financières de cette décision. Je désire déclarer que la position de ma délégation sur ce point n'a pas changé. Notre abstention doit être attribuée au fait que notre gouvernement tient à examiner de près les incidences financières. Je précise que cet examen portera sur les dépenses prévues aussi bien que sur les dépenses non prévues. En particulier, j'insisterai très fermement sur les réserves que mon gouvernement fait au sujet de ce qu'on appelle dans le rapport les dépenses imprévues.

89. Le PRESIDENT: Je mets maintenant aux voix la recommandation de la Cinquième Commission, qui figure à l'alinéa b du paragraphe 5 de son rapport [A/5095].

*Par 86 voix contre zéro, avec 11 abstentions, la recommandation est adoptée.*

90. Le PRESIDENT: Nous en avons terminé avec les différents projets de résolution concernant la question de l'avenir du Ruanda-Urundi. Mais, conformément au paragraphe 2 de la résolution I que vient d'adopter l'Assemblée générale, il appartient à cette dernière d'établir une commission pour le Ruanda-Urundi composée de cinq commissaires représentant cinq Etats Membres, élus par l'Assemblée générale.

91. Nous allons procéder à l'élection de ces cinq commissaires et, conformément aux articles 96 et 98 du règlement intérieur, le vote se fera au scrutin secret.

*Il est procédé au vote au scrutin secret.*

*A la demande du Président, M. Azambuja (Brésil) et M. Calmerom Measketh (Cambodge) assument les fonctions de scrutateurs.*

<i>Bulletins déposés:</i>	103
<i>Bulletins nuls:</i>	0
<i>Bulletins valables:</i>	103
<i>Abstentions:</i>	0
<i>Nombre de votants:</i>	103
<i>Majorité requise:</i>	52

*Nombre de voix obtenues:*

Togo . . . . .	93
Iran . . . . .	88
Libéria . . . . .	67
Haïti . . . . .	66
Maroc . . . . .	64
Côte-d'Ivoire . . . . .	53
Brésil . . . . .	19
Suède . . . . .	15
Mexique . . . . .	6
République arabe unie . . . . .	6
Irak . . . . .	4
Guinée . . . . .	2
Pakistan . . . . .	2
Australie . . . . .	1
Bolivie . . . . .	1
Bulgarie . . . . .	1
Cambodge . . . . .	1
Chili . . . . .	1
Congo (Brazzaville) . . . . .	1
Ethiopie . . . . .	1
Grèce . . . . .	1
Inde . . . . .	1
Laos . . . . .	1
Mali . . . . .	1
Nigéria . . . . .	1
Somalie . . . . .	1
Tunisie . . . . .	1

*Ayant obtenu la majorité requise, le Togo, l'Iran, le Libéria, Haïti et le Maroc sont élus.*

## POINT 39 DE L'ORDRE DU JOUR

Renseignements relatifs aux territoires non autonomes, communiqués en vertu de l'alinéa g de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies: rapports du Secrétaire général et du Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes (fin\*):

c) Questions générales relatives à la communication et à l'examen des renseignements

### RAPPORT DE LA QUATRIEME COMMISSION (A/4997/Add.2)

92. M. JOUAISS (Brésil) [Rapporteur de la Quatrième Commission]: J'ai l'honneur de soumettre à l'Assemblée générale le rapport de la Quatrième Commission [A/4997/Add.2] sur le point 39, c, de l'ordre du jour, dont l'examen n'avait pas été achevé au cours de la première partie de la seizième session. Conformément à la décision prise par l'Assemblée générale à sa 1087ème séance, cet examen devait être poursuivi à la reprise de la session. Le rapport traite donc des deux questions suivantes: premièrement, question de la Guyane britannique, pour laquelle il fait suite aux paragraphes 2 à 12 du rapport précédent de la Quatrième Commission [A/4997/Add.1], et, deuxièmement, question de la Rhodésie du Sud, dont l'examen avait été également reporté, conformément à la décision de l'Assemblée générale, à la reprise de la session et qui était partiellement traitée aux paragraphes 13 et 14 du même rapport.

\*Reprise des débats de la 1087ème séance.



93. La partie du présent rapport qui traite de la Rhodésie du Sud contient (voir par. 30) le texte du projet de résolution adopté aujourd'hui par la Quatrième Commission, à la suite d'un vote par appel nominal; ce projet est soumis maintenant à l'Assemblée générale.

94. Vu la hâte inévitable avec laquelle ce rapport a été préparé, je demande l'indulgence de l'Assemblée pour rectifier une erreur qui s'est glissée dans le rapport et dont la faute m'incombe entièrement. La deuxième phrase du paragraphe 23, dans le texte original anglais, doit se lire comme suit:

"The United Kingdom was not prepared to give up an old but unused veto power without instituting other safeguards so as not to abandon the African population."

Le texte correspondant, dans les autres langues, devra donc subir une correction parallèle.

95. J'espère que ce rapport rencontrera l'agrément de l'Assemblée générale et que le projet de résolution qu'il contient sera adopté sans objection. En faisant rapport pour la dernière fois à cette session, je tiens à remercier le Président de sa direction inspirée.

96. Le **PRESIDENT**: Il sera tenu compte de la rectification que vient de mentionner le Rapporteur<sup>1/</sup>.

*Conformément à l'article 68 du règlement intérieur, il est décidé de ne pas discuter le rapport de la Quatrième Commission.*

97. Le **PRESIDENT**: Aucune délégation ne demandant à expliquer son vote, je mets aux voix le projet de résolution présenté par la Quatrième Commission et figurant dans son rapport [A/4997/Add.2]. On a demandé le vote par appel nominal.

*Il est procédé au vote par appel nominal.*

*L'appel commence par la Tchécoslovaquie, dont le nom est tiré au sort par le Président.*

**Votent pour:** Tchécoslovaquie, Dahomey, Ethiopie, Gabon, Ghana, Guinée, Haïti, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran, Irak, Côte-d'Ivoire, Jordanie, Liban, Libéria, Libye, Madagascar, Mali, Mauritanie, Mongolie, Maroc, Népal, Niger, Nigéria, Pakistan, Philippines, Pologne, Roumanie, Arabie Saoudite, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Syrie, Tanganyika, Togo, Tunisie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, République arabe unie, Haute-Volta, Yémen, Yougoslavie, Afghanistan, Albanie, Bulgarie, Birmanie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Cambodge, Cameroun, République centrafricaine, Ceylan, Congo (Brazzaville), Congo (Léopoldville), Cuba, Chypre;

**Votent contre:** Danemark, Finlande, France, Grèce, Islande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège, Portugal, Afrique du Sud, Espagne, Suède, Turquie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Australie, Autriche, Belgique, Canada;

**S'abstiennent:** République Dominicaine, Equateur, Salvador, Fédération de Malaisie, Guatemala, Honduras, Irlande, Israël, Japon, Laos, Mexique, Panama, Paraguay, Pérou, Thaïlande, Uruguay, Venezuela, Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Chine, Colombie, Costa Rica.

*Par 57 voix contre 21, avec 24 abstentions, le projet de résolution est adopté.*

### Déclaration du Président

98. Le **PRESIDENT**: Les membres de l'Assemblée se rappelleront qu'il me reste à désigner les membres du Comité spécial des Nations Unies pour le Sud-Ouest Africain, conformément à la résolution 1702 (XVI), adoptée par l'Assemblée générale le 19 décembre 1961. N'ayant pas terminé mes consultations à ce sujet, je ne suis pas en mesure de le faire au cours de cette séance. Je m'acquitterai de cette tâche en adressant une lettre au Secrétaire général, lettre qui sera distribuée en tant que document des Nations Unies<sup>2/</sup>.

### Ajournement de la seizième session de l'Assemblée générale

99. M. BORJA (Philippines) [traduit de l'anglais]: La délégation des Philippines tient à exprimer à M. Mongi Slim, président de l'Assemblée générale, sa vive admiration pour la façon énergique et habile dont il a traité les questions internationales pendant la seizième session. Nous reconnaissons tous, je crois, que peu de présidents de l'Assemblée, au cours des années passées, ont eu à faire face à des problèmes aussi graves que ceux qui se sont posés à nous au cours de la seizième session, dont la deuxième partie est sur le point de s'achever. Le monde passe certainement par une phase de transition et il nous appartient de déterminer, avec plus ou moins de sagesse, la forme et l'essence du monde nouveau qui est en train de naître. C'est une œuvre qui exige de nous un courage, une fermeté et une résolution sans défaillance. Nous devons nous féliciter de ce que M. Slim possède ces vertus à un haut degré. La seizième session a donné lieu à bien des manifestations d'un nationalisme exacerbé, mais, grâce à son tact inné, à son pouvoir de persuasion, M. Slim a su donner à nos débats un tour constructif, car il n'a jamais oublié que la modération peut faire beaucoup pour atténuer les tensions dans le monde. Cette qualité, nous pouvons le dire, est un don du ciel aux Nations Unies. Nous voulons croire que la situation internationale, si elle n'est pas moins complexe ni moins difficile à régler, ne s'en est pas moins quelque peu améliorée. M. Slim avait à apporter sa contribution à cette œuvre et il l'a fait avec éclat.

100. M. HSUEH (Chine) [traduit de l'anglais]: Je tiens à remercier le Président et à redire toute l'admiration que nous éprouvons pour la façon dont il a dirigé les travaux de l'Assemblée générale au cours de cette seizième session. L'impartialité, le tact, la patience et le bon sens dont il a fait preuve dans l'exercice de ses hautes fonctions ont sans aucun doute contribué à rendre féconde cette session de l'Assemblée. Nous nous souvenons du vœu qu'il a formé au début de la session [1008ème séance], au mois de septembre 1961, pour que cette session de l'Assemblée générale se termine sous le signe de l'espoir enfin assuré que la concorde et la paix règnent sur l'humanité, dans la liberté et la justice. Tels sont les termes qu'il a employés et ils ont été une source d'inspiration. Nous savons que pour atteindre ce noble but nous devons tous déployer des efforts

<sup>1/</sup> La rectification a fait l'objet d'un document distribué ultérieurement sous la cote A/4997/Add.2/Corr.1.

<sup>2/</sup> Distribué ultérieurement sous la cote A/5098.

constants, soutenus, inlassables. Il est évident qu'il reste encore beaucoup à faire, mais, si l'Assemblée a fait briller cet espoir et nous a permis d'avancer dans la bonne voie, nous le devons certainement aux qualités de chef et aux conseils éclairés de M. Slim.

101. Au nom de ma délégation, je tiens également à rendre hommage à M. Cordier, sous-secrétaire aux affaires de l'Assemblée générale, qui siège à la place qui a toujours été la sienne auprès du fauteuil présidentiel depuis la création de l'Organisation. Nous l'avons surtout connu comme Directeur du Cabinet du Secrétaire général. Au cours des 16 années d'existence de l'Organisation, M. Cordier a aidé avec loyauté, avec dévouement et avec efficacité les trois Secrétaires généraux à conduire les membres du Secrétariat en un splendide travail d'équipe "pour sauver le monde de la guerre et améliorer le bien-être de l'humanité" — pour reprendre les paroles de M. Cordier lui-même. Il a apporté une contribution immense et d'importance historique à l'Organisation. Nous regrettons qu'il doive nous quitter prochainement, après la fin de cette session. Il nous manquera beaucoup, mais nous nous souviendrons toujours avec reconnaissance et avec plaisir de l'excellent travail qu'il a accompli.

102. En prenant congé de lui, je tiens à lui offrir nos meilleurs vœux de bonheur et de santé.

103. Le PRESIDENT: Je remercie sincèrement le représentant des Philippines et le représentant de la Chine des paroles très aimables qu'ils viennent de prononcer. Mais je crois qu'il est tard et qu'il serait peut-être utile de clore les débats de cette partie de la session.

104. Comme on vient de le constater, l'Assemblée générale a terminé l'examen de toutes les questions qui avaient été renvoyées à la deuxième partie de la session. Il ne me reste donc plus qu'à ajourner la session jusqu'à la date à laquelle elle sera à nouveau reprise, au début du mois de juin, conformément à la résolution que vient d'adopter l'Assemblée générale, en vue de l'examen exclusif de la question

du Ruanda-Urundi et du rapport de la Commission créée et élue à cet effet.

105. Qu'il me soit permis, au moment où nous allons nous séparer, de renouveler l'expression de ma gratitude au Secrétaire général par intérim et à tout le personnel du Secrétariat, notamment aux interprètes et aux membres des services généraux pour l'assistance qu'ils ont apportée à nos travaux avec leur dévouement et leur patience habituels.

106. Mais je ne saurais laisser passer cette occasion sans rendre un hommage mérité à M. Andrew Cordier, sous-secrétaire aux affaires de l'Assemblée générale et aux affaires connexes, qui, au cours de cette séance, aura assisté pour la dernière fois à une réunion de l'Assemblée. Pendant 16 ans, il n'a cessé d'apporter une assistance dévouée et totale à tous les présidents qui se sont succédé à l'Assemblée générale. L'aide continue qu'il nous a apportée au cours des différentes sessions, en vue d'une harmonieuse marche de nos travaux et de leur fructueuse conclusion, mérite certes notre entière gratitude. Je suis sûr, en disant cela, d'être l'interprète de tous ceux qui auraient voulu exprimer eux-mêmes à M. Cordier, du haut de la tribune, leur sympathie et leur hommage.

*Les représentants se lèvent et applaudissent.*

107. Le PRESIDENT: Je remercie les membres de l'Assemblée de cette marque déférente de sympathie. Avant de clore la deuxième partie de cette session, il m'est certes agréable d'adresser à toutes les délégations l'expression de mes félicitations chaleureuses pour le travail qu'elles ont fourni durant cette période et qu'elles ont mené à bien. C'est aussi avec un réel plaisir que je leur exprime mes remerciements les plus sincères pour la précieuse coopération qu'elles m'ont apportée dans l'accomplissement de mes devoirs présidentiels.

108. Je déclare ajournée la seizième session de l'Assemblée générale.

*La séance est levée à 18 h 45.*